

Le Premier ministre sahraoui fustige le double discours de l'Occident

A ceux qui, en Occident, préconisent ou imposent, parfois en y mettant à contribution leurs armées, le choix de la voie démocratique pour résoudre les conflits et le respect des droits de l'Homme, le Premier ministre du gouvernement de la RASD, Abdelkader Taleb Omar, assène sa vérité sous forme d'une interrogation lourde.

«Comment se fait-il que dans certains pays arabes, ces critères sont utilisés dans un discours à l'adresse des gouvernements arabes, parfois accompagnés de violences, alors qu'au Sahara occidental, la mission d'instances crédibles de contrôle des droits de l'Homme est délibérément entravée ?»

Mettant à nu le double discours des pays nordiques, ciblant en particulier la France qui, dit-il, soutient le Maroc dans sa politique d'occupation du Sahara occidental «par le feu et le fer afin de s'accaparer ses richesses», le Premier ministre sahraoui s'adressant, jeudi, aux cadres de la RASD (République arabe sahraouie démocratique), réunis à Boumerdès pour la seconde université d'été, déplore une situation peu reluisante, d'après lui, dans les territoires occupés par l'armée marocaine. Il affirme que la transhumance des Sahraouis avec leurs khaimas et leur bétail qui fait partie de leurs coutumes dictées par les saisons des pluies est désormais assimilée à un

crime dans les territoires occupés.

Le numéro un du gouvernement en exil de la RASD dénonce, par ailleurs, l'encerclement des villes sahraouies empêchant la communauté internationale de constater l'ampleur et la réalité des violations des droits de l'Homme. Il fait état de 500 civils et de 51 militaires disparus.

«Il ne faut pas oublier la famille de Saïd Dember qui refuse, depuis le 23 décembre 2010, de prendre le corps de son fils et de l'enterrer, exigeant une enquête sur son assassinat. Saïd Dember a été abattu de sang froid par un policier marocain et l'Etat du Maroc refuse d'assumer ses responsabilités pour traduire l'assassin devant la justice.»

Selon lui, 57 prisonniers politiques sont dans les geôles de l'administration marocaine. «Vingt-deux d'entre eux arrêtés à la suite des événements du campement Gdamzine attendent toujours d'être traduits devant une juridiction militaire», dit-il en rappelant que les détenus Becheri Bentaleb et Cheikh

Abidane sont en grève de la faim depuis le 23 mai passé à cause de leur transfert dans une prison éloignée de leurs familles.

Pour le gouvernement sahraoui, la politique colonialiste du Maroc, soutenu par la France, est un échec patent et que le Sahara occidental ne peut pas rester en marge de ce qui se passe dans le monde arabe, particulièrement au Maghreb.

Jalons d'un Etat moderne

L'orateur, qui s'adressait aux cadres de cette république en exil, assure que la résistance depuis 38 ans des Sahraouis contre la présence marocaine et leur attachement au Polisario sont des indicateurs sur l'existence d'un consensus à l'intérieur des territoires sous domination marocaine pour l'indépendance de leur pays.

Le Premier ministre de la RASD rejette, par ailleurs, les insinuations des adversaires des Sahraouis sur de possibles connivences avec les islamistes radicaux et leur bras armé. «Jusqu'à présent, il n'y a aucune activité terroriste du moins dans les territoires libérés. Nous veillons à ce que les territoires libérés restent sains de toute activité terroriste. Notre armée et notre administration y veillent scrupuleusement», répondra-t-il à

notre question. Bien au contraire, le gouvernement se projette dans l'avenir. «Dans la perspective de bâtir un Etat sahraoui, il existe d'ores et déjà des structures et instances remplissant des fonctions politiques, militaires, économiques, sociales, et dans des conditions extrêmement difficiles. C'est la preuve concrète qui dément la propagande des ennemis de notre peuple disant que les Sahraouis ne peuvent pas bâtir un Etat sur des valeurs modernes», clame l'orateur devant ses compatriotes. Notons que le gouvernement de la RASD rejette le dernier référendum portant approbation de la nouvelle Constitution marocaine, du moins le vote dans le Sahara occidental étant donné que ce territoire n'est pas autonome. Une protestation a été adressée aux instances onusiennes, a affirmé M. Taleb Omar.

La France et l'Espagne interpellées

Clôture son discours, le responsable du gouvernement sahraoui s'est adressé, en présence des ambassadeurs d'Afrique du Sud, de l'Angola et d'autres diplomates, à la France, à l'Espagne et à la communauté internationale : «Nous demandons à la France de s'abstenir d'entraver la résolution par la voie démocratique

du conflit et de ne pas contrarier les instruments de contrôle des droits de l'Homme au Sahara occidental. Nous interpellons également le gouvernement espagnol pour qu'il assume courageusement ses responsabilités historiques. Nous lui demandons de mener à terme le processus de décolonisation du Sahara occidental et de se délester de cette dette historique, éthique et politique par rapport au peuple sahraoui. Nous appelons la communauté internationale et ses organisations politiques et la société civile pour soutenir le peuple sahraoui contre l'oppression et sa recherche de liberté et de développement.»

Les observateurs ont relevé une inquiétude réelle aussi bien chez les dirigeants politiques que les cadres de la RASD quant à l'impact des mouvements citoyens en cours dans le monde arabe en général et au Maghreb en particulier.

Pour les Sahraouis, ces mouvements sont positifs sur l'avenir de leur pays mais ces militants du Polisario et cadres de la RASD restent tout de même prudents. Ils craignent, en effet, que ces exigences démocratiques des citoyens arabes ou maghrébins soient dévoyées par les pays occidentaux, surtout la France.

Abachi L.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



D'ores et déjà, je vous avertis, je n'ai pas d'argent pour payer une amende pour cette chronique !

Benbouzid l'a révélé : les résultats du baccalauréat de l'année prochaine sont d'ores et déjà meilleurs que ceux de cette année.

Et ceux de 2013 ? Vous avez les taux ?

Devant les chiffes... je veux dire devant des députés, le ministre très à l'intérieur du système, Daho Ould Kablia, a confirmé ce que je pensais du timing pas innocent du tout des événements chez nous. Il a rassuré «le comptoir à fripe» sur l'histoire des photos de femmes avec hijab sur les documents d'identité : «Il n'a jamais été dans mon intention d'obliger les dames portant le voile à se dévoiler pour la photo en question.» Merci beaucoup, monsieur le ministre, les «balots» à qui vous vous adressiez auront apprécié la précision. Elle aide grandement à mettre en place le puzzle. Dans ce puzzle, une autre pièce maîtresse est en train de se dessiner. L'attaque en règle contre des femmes vivant seules, au prétexte d'en finir avec la prostitution. Des raids armés ont eu lieu ces dernières heures. Des appartements présentés par les auteurs de ces raids comme des repaires à putes ont été mis à sac, incendiés. Rien ne peut être dissocié ! Tout va ensemble. La kaboulisation de l'Algérie, c'est un processus composé. Dedans, il y a la légalisation du marché informel, du trabendo, l'autorisation réitérée à l'importation des vêtements de friperie, les expéditions punitives contre les

femmes, la responsabilisation des seuls journalistes devant le délit supposé ou avéré de diffamation et autres joyeusetés inscrites au programme des réjouissances en cours et à venir. Juste une question adressée à la bonne société, la société utile, celle qui pimpante, le vendredi, le tapis de prière négligemment jeté sur l'épaule et la claquette légère s'en va laver sa conscience des péchés de la semaine : même si à M'sila, il s'agissait réellement de prostit', en vertu de quoi des conards acnéiques peuvent impunément aller les brûler et les chasser de la ville ? Y a plus de police en pays de 28 ? Y a plus de gendarmes ? Y a plus de justice ? S'il y a un délit prouvé de prostitution non réglementée, est-ce à d'imberbes branleurs d'aller faire appliquer leurs lois de frustrés par la violence et la chasse à la femme seule ? Les lapidations ne sont plus loin lorsqu'on banalise ce genre d'expéditions, et lorsque la République baisse son froc sur des procédures universelles de confection de documents d'identité. Les textes étaient clairs, et un ministre d'Etat, en charge des affaires de sécurité, Nounou, avait affirmé haut et fort : «Pas de visage voilé, pas de barbe et pas de visage voilé et barbu sur les photos d'identité !» Alors ? Alors, rien ! Encore une marche arrière. Encore une reculade. Le mur, derrière nous n'est plus très loin. Après, où reculer encore ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.